

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20250523-14789-DE-1-1  
Date de télétransmission : 02/06/2025  
Date de réception préfecture : 02/06/2025

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 23 MAI 2025**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,  
Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Madame ROSSIGNOL.

**Excusé** : Monsieur MELLICK.

#### **Convention financière pour l'année 2025 dans le cadre du partenariat stratégique établi entre l'Office et le Département du Pas-de-Calais**

---

Direction générale

Rapporteur : M. [REDACTED]

---

Le présent rapport détaille les modalités de mise en œuvre de la convention financière 2025 dans le cadre du partenariat stratégique établi entre le Département du Pas-de-Calais et l'Office. En effet, les deux institutions ont acté dans leurs instances respectives la mise en œuvre d'une convention cadre portant sur la période 2024 2033. Cette convention cadre prévoit dans son article 3, la déclinaison annuelle des engagements pris par les deux parties dans deux convention annuelles d'application. La première convention financière annuelle concerne l'enveloppe de financement de 50 millions d'euros au titre des subventions d'exploitation. La seconde convention financière annuelle concerne l'enveloppe de financement de 100 millions d'euros au titre des subventions d'investissement.

Avant de dresser le cadre d'intervention prévu pour 2025, qui reprendra les éléments validés il y a quelques semaines par les deux institutions dans leur budget 2025, la mise en œuvre des conventions 2025 permet de dresser le bilan de deux premières conventions d'application signée l'an dernier. En effet, deux enveloppes de financement

assorties de conditions de réalisation ont été décidées en 2024. Ces deux conventions, portant sur un engagement financier global de 9 millions d'euros, ont produits des effets concrets pour l'Office que ce soit en matière de réduction de la vacance ou d'accélération des projets de réhabilitation. Ainsi, les montants prévus par le Département ont été appelés en totalité par l'Office, qui a rempli les objectifs prévus dans les conventions, et le Département a assuré, malgré un contexte contraint, le financement des engagements pris dans les délais prévus. La bonne exécution financière et technique de ces deux conventions vient concrétiser le travail partenarial étroit entre les deux institutions.

Pour l'année 2025, dans un contexte financier encore plus difficile pour les départements auquel le Pas-de-Calais n'échappe malheureusement pas, Pas-de-Calais Habitat a été amené à travailler à une optimisation maximale de la mobilisation des fonds susceptibles d'être appelés. Dans ce cadre, un travail approfondi de revue des dépenses et de mobilisation d'autres sources de financement, notamment bancaires, a été réalisé ce qui permettra de limiter l'appel de financement à une convention unique, la convention d'exploitation à hauteur de 4 millions d'euros au lieu des 5 prévus dans la modélisation initiale pour cette tranche de financement. En 2025, l'Office assurera le financement de la part investissement sur ces ressources propres ou via des préfinancements d'opérations si nécessaire en lieu et place de 10 millions d'euros prévus dans la modélisation initiale. Cette évolution dans les modalités de versement des fonds ne remet évidemment pas en cause les engagements globaux pris pour la période 2024-2033 mais constitue un ajustement du calendrier de versement que l'Office peut absorber en mettant ponctuellement.

Ainsi, il est proposé de mettre en œuvre pour 2025 le projet de convention repris en annexe du présent rapport. Les modalités de versement des fonds sont identiques à celles proposées dans la délibération d'application et permettront de financer une partie des engagements pris par l'Office en matière de dépenses d'amélioration des logements au titre des crédits d'exploitation.

Pour 2025, le Département du Pas-de-Calais versera une subvention d'exploitation de quatre millions d'euros à l'Office au titre des dépenses de maintenance du parc locatif de l'Office sous réserve que l'Office constate dans sa comptabilité un niveau minimal de dépenses de douze millions d'euros TTC au titre de ces engagements de maintenance d'exploitation. Cet engagement du Département doit permettre à l'Office de soutenir son effort de rénovation du parc locatif et participer à l'objectif de baisse de la vacance locative.

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur Général ou toute autre personne habilitée à signer cette convention et en fixer définitivement les clauses, charges et conditions.

Décision adoptée à l'unanimité

Direction accompagnement des territoires

## ..... CONVENTION 2025

Entre les soussignés

**Le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9,

identifié au répertoire SIRET sous le n° 226 200 012 00012,

représenté par **Monsieur Daniel MACIEJASZ**, Vice-Président du Département du Pas-de-Calais, tant en vertu des articles L.3221-1 et L.3221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, dûment habilité à cet effet qu'en vertu de l'arrêté du Président du Conseil départemental portant délégations de fonction et de signature du 2<sup>ème</sup> Vice-président du Conseil départemental (VP 2021/02) du 19 juillet 2021, et dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 19 mai 2025,

ci- après désigné par « le Département »

d'une part,

Et

**Pas-de-Calais habitat**, Office public de l'habitat, établissement public local à caractère industriel et commercial, rattaché au Département conformément à l'article L421-6 du code de la construction et de l'habitation, dont le siège est situé 4 avenue des Droits de l'Homme – 62000 Arras,

identifié au répertoire SIRET sous le n° 344 077 672 000 22,

représenté par **Monsieur Bruno FONTALIRAND**, Directeur général,

Ci-après désigné par « l'Office »

d'autre part.

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment l'article L431-4 ;

**Vu** la délibération du Conseil départemental du 26 septembre 2022 portant adoption du Pacte des solidarités territoriales « Agir avec vous pour bien vivre dans le Pas-de-Calais » ;

**Vu** la délibération du Conseil départemental du 21 novembre 2022 portant adoption du Pacte des réussites citoyennes « Agir avec vous pour se réaliser dans le Pas-de-Calais » ;

**Vu** la délibération du Conseil départemental du 12 décembre 2022 portant adoption du Pacte des solidarités humaines « Agir avec vous pour l'épanouissement de tous dans le Pas-de-Calais » ;

**Vu** la demande présentée par l'Office Public de l'Habitat du Pas-de-Calais, « Pas-de-Calais habitat » en date du **XX** ;

**Vu** la délibération du Conseil départemental « Convention partenariale 2024-2033 entre le Département du Pas-de-Calais et l'Office public départemental de l'habitat Pas-de-Calais habitat » du 29 janvier 2024 ;

**Vu** la délibération du Conseil d'administration de l'Office public départemental de l'habitat Pas-de-Calais habitat en date du 16 février 2024 ;

**Vu** l'arrêté du Président du Conseil départemental di 16 janvier 2024 « déport de Monsieur Jean-Claude Leroy, Président du Conseil départemental du Pas-de-Calais » ;

**Vu** la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental « Convention 2025 entre le Département du Pas-de-Calais et l'office public de l'habitat Pas-de-Calais habitat » du 19 mai 2025 ;

Il a été convenu ce qui suit :

## **Préambule :**

La Convention partenariale 2024-2033 entre le Département du Pas-de-Calais et l'Office public départemental de l'habitat Pas-de-Calais habitat délibérée le 29 janvier 2024 prévoit dans son article 2 de concourir à l'objectif stratégique partagé entre les partenaires de « Garantir une offre de logement social de qualité, rénovée et performante thermiquement sur l'ensemble du territoire départemental ».

En complément des travaux de réhabilitation thermique, l'office prévoit également de réaliser un programme de maintenance plus ciblé sur le reste de son parc en menant notamment des travaux d'amélioration renforçant leur attractivité.

Pour ce faire, l'article 3 de la Convention partenariale 2024-2033 prévoit que le Département s'engage à accompagner Pas-de-Calais habitat dans la transformation de son parc de logement et définira « les engagements financiers du Département qui feront l'objet d'une délibération d'application annuelle proposée au vote de l'assemblée départementale ».

### Déclaration préalable de l'Office :

L'Office déclare être en conformité avec les règles et obligations comptables et fiscales qui s'appliquent aux Offices publics de l'habitat et à leurs activités. Il déclare que l'activité pour laquelle il a sollicité la subvention n'est pas assujettie de plein droit à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) et qu'il n'a pas exercé d'option pour l'assujettir volontairement à cette taxe. En conséquence, il déclare ne pas récupérer la T.V.A au titre de l'activité subventionnée.

## **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'octroi d'une subvention de fonctionnement par le Département à l'Office pour l'année 2025.

Elle fixe également les engagements du bénéficiaire de la subvention pour la réalisation de ce projet.

Cette subvention permettra à la fois d'augmenter le niveau d'intervention de l'office au titre de la maintenance de son parc, d'accélérer la réduction de la vacance technique d'une partie des logements et plus généralement de faciliter la réalisation des travaux de maintenance nécessaires au maintien d'un niveau de qualité du parc locatif adapté aux besoins et attentes des locataires. Elle participera au renforcement de l'attractivité du parc de l'office.

Cette action sera réalisée par l'Office pour contribuer à garantir l'équité entre les locataires, par l'amélioration de l'état intérieur des logements, des parties communes ou des abords, qu'ils bénéficient ou non d'un programme de réhabilitation thermique.

## **Article 2 : Engagements de l'Office**

L'Office s'engage à affecter le montant de la subvention au financement de l'activité décrite à l'article 1, et à la réaliser dans les conditions définies audit article.

Plus généralement, l'Office s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non réalisation ou la réalisation partielle de l'activité subventionnée et à accepter le contrôle des services du Département.

L'Office s'engage à fournir au Département, dans les conditions prévues à l'article L.1611-4 et L.3231-3-1 du code général des collectivités territoriales, une copie des budgets et des comptes de l'exercice écoulé. En outre, il s'engage à communiquer tous documents faisant connaître les résultats de son activité et permettant notamment, d'établir un compte rendu de l'emploi de la subvention (production du rapport de présentation des états financiers de l'exercice 2025, rapport d'activité, revues de presse, actes, ...).

## **Article 3 : Montant de la subvention**

Le Département octroie, au titre de l'année 2025, à l'Office, une subvention d'un montant maximum de **4 000 000 €, représentant au plus un tiers des dépenses prévisionnelles de maintenance 2025 (soit 12 000 000 € TTC)** ; les dépenses retenues étant les dépenses non récupérables identifiées sur les comptes 611 et 615 dans les documents financiers produits par l'office.

#### **Article 4 : Modalités de versement**

La subvention sera versée en 2025 selon les modalités suivantes :

- Un 1<sup>er</sup> acompte de 25 % du montant de la subvention, soit **1 000 000 €** sera versé à la signature de la présente convention ;
- Un 2<sup>ème</sup> acompte de 25 % du montant de la subvention, soit **1 000 000 €** sera versé deux mois après la signature de la convention ;
- Un 3<sup>ème</sup> acompte de 25 % du montant de la subvention, soit **1 000 000 €** sera versé quatre mois après la signature de la convention ;
- Le solde de 25%, **soit 1 000 000 €**, sera versé sur demande expresse de l'Office après production d'un état justificatif certifié par le représentant légal reprenant les dépenses non récupérables engagées sur les comptes 611 et 615, avant le 31 décembre 2025. Il fera l'objet d'un ajustement le cas échéant, par application des dispositions de l'article 5 ci-après.

Toutefois, avant l'échéance de la convention, l'Office s'engage à fournir au Département :

- Le rapport de présentation des états financiers de l'exercice 2025 au 31 décembre 2025 validé par le conseil d'administration qui permettra de détailler les dépenses non récupérables effectivement réalisées par l'office au cours de l'exercice concerné sur les comptes 611 et 615 ;
- **La copie de tout élément justifiant du respect des obligations de communication mentionnées à l'article 8.**

Le paiement sera établi par virement effectué par Monsieur le Payeur Départemental (comptable assignataire de la dépense) au compte :

Titulaire du compte :

Domiciliation :

IBAN :

CODE SWIFT :

#### **Article 5 : Ajustement du montant de la subvention**

Avant l'échéance de la convention, après réception des éléments mentionnés à l'article 4 et dans le cas où les dépenses mentionnées à l'article 3 seraient inférieures aux dépenses prévisionnelles de 12 000 000 € TTC, le montant de la subvention départementale sera revu au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Dans le cas où ces dépenses seraient supérieures à 12 000 000 € TTC, le financement départemental reste limité à 4 000 000 € ; les dépenses excédentaires 2025 demeurant financées exclusivement par l'Office.

#### **Article 6 : Remboursement :**

L'Office procédera au remboursement total ou partiel de la subvention départementale, s'il s'avère, après versement, qu'il n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention :

Remboursement total : notamment :

- En cas d'absence de comptabilité ;
- Dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la subvention départementale ;
- Dès lors qu'il sera établi que l'Office ne valorise pas le partenariat du Département.

Remboursement partiel : notamment :

- Dès lors que le montant des dépenses non récupérables réalisées sur les comptes 611 et 615, pour 2025, est inférieur au montant prévisionnel de 12 000 000 € de dépenses TTC.

## **Article 7 : Délais de réalisation**

La convention prendra effet à compter de sa signature par les parties et prendra fin au plus tard le 31 juillet 2026 après transmission par l'office des éléments mentionnés dans l'article 4.

## **Article 8 : Obligations de communication**

L'Office s'engage à organiser la communication relative au partenariat.

Sur les supports suivants, le logo du Conseil départemental « 62, Pas-de-Calais Mon Département » devra figurer de façon parfaitement visible et lisible (téléchargement sur le site <https://pasdecalais.fr>).

- Sur les supports de communication :
  - Documents de communication print (affiches, plaquettes, flyers, journal/gazette ...),

Aussi, le montant de l'aide financière départementale devra être clairement précisé sur chacun des supports de promotion utilisé :

- Communiqués ou dossiers de presse et lors des interviews ou articles consacrés au projet,
- Réseaux sociaux et sites Internet : rappel du partenariat en taguant les pages #Le Pas-de-Calais.

Dans tous les cas, il est impératif de valoriser le partenariat avec le Département auprès de la population par la transmission de tout élément justifiant la promotion et la communication de l'aide apportée :

- Visuels au format PDF (affiches, flyers, plaque d'inauguration...), photos,
- Articles (journal, presse locale, site Internet, post réseaux sociaux),
- Reportages vidéo (par lien),
- Récapitulatif des actions de promotion menées sur le terrain auprès de la population.

**L'ensemble des obligations de communication ainsi que la charte graphique du Département du Pas-de-Calais figurent sur le site internet du Département : <https://pasdecalais.fr>, rubrique « Partenaires », sous rubrique « Contreparties communication ».**

## **Article 9 : Avenant**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

## **Article 10 : Modalités de contrôle**

Au titre de l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents départementaux habilités par le Président du Conseil départemental exercent le contrôle de la mise en œuvre de cette convention.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et, en cas de besoin, sur place. L'Office s'engage à faciliter le contrôle, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

Sur simple demande du Département, l'Office devra lui communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, sociale et comptable. Dans ce cadre, l'Office s'engage à lui communiquer les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration et de toutes modifications statutaires.

Ce contrôle n'est pas exclusif de celui qui peut être opéré par les services de l'Etat dans l'exercice de leurs propres compétences.

## **Article 11 : Reversement, résiliation**

En cas de déclaration inexacte, la présente convention pourra être résiliée sans préavis.

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle du projet, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou de refus par l'Office de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil départemental décide de mettre fin à l'aide et exige le reversement partiel ou total des sommes versées, s'il s'avère après mandatement que les engagements mentionnés aux articles 2 et 10 ne sont pas respectés.

La résiliation prend effet un mois franc après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception.

**Article 12 : Litiges et voies de recours**

En cas de différend relatif à l'exécution de la présente convention, les parties tenteront un règlement amiable. En cas d'échec de ce dernier, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Lille.

Fait à Arras, le

En 2 exemplaires originaux

Pour le Département du Pas-de-Calais,  
Le Vice-Président

Pour Pas-de-Calais habitat,  
Le Directeur général

**Daniel MACIEJASZ**

**Bruno FONTALIRAND**